



Stage "Syndicalisme et situation internationale"
Mardi 19 mai de 9h à 16h30
à la Maison des Syndicats de Créteil

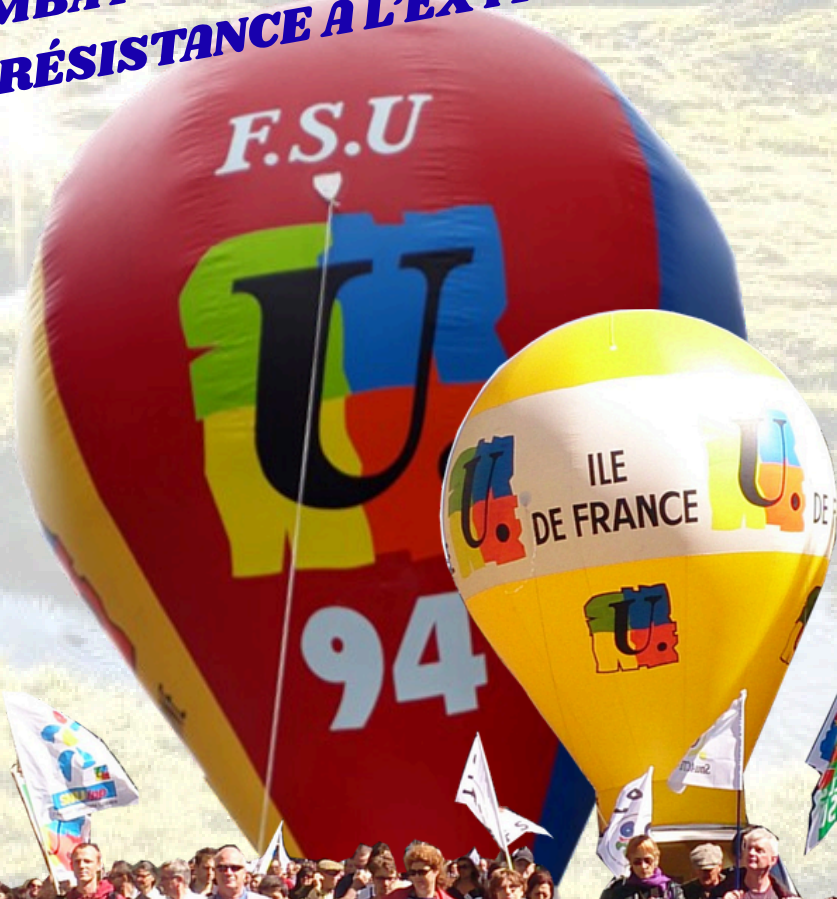
FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°151
Avril 2026

**ENSEMBLE, FAISONS LE CHOIX DE LA SOLIDARITÉ,
DU COMBAT POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET DE LA
RÉSISTANCE À L'EXTRÊME DROITE !**

Fédération Syndicale Unitaire du 94

EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN, SNUAS-FP, SNUITER, SNUJEP, SNUipp, SNUipDEN



F.S.U. Ile de France
Services publics: des missions
ANI - Pacte de responsabilité - Réduction des dépenses publiques
au service de l'intérêt général
STOP! Faites le choix des solidarités, de l'égalité, pas de la fin

édito

Des moyens pour l'école, c'est ce que revendiquaient les personnels mobilisés le 31 mars. Alors que le ministère annonce une baisse démographique, il fait le choix politique de fermer des classes plutôt que de baisser le nombre d'élèves par classe. A l'heure où de nombreuses études révèlent l'épuisement professionnel dans nos métiers et la fragilité de nos jeunes, ce choix montre un réel mépris pour l'école publique. Enseignant-es ; AESH ; AED ; personnels de direction, personnels administratifs, toutes les catégories sont durement touchées par des conditions de travail dégradées et totalement inadaptées aux situations vécues dans l'activité.

Dans notre département, dans le premier degré, ce sont 168 fermetures de classes et 94 postes supprimés. Le gouvernement fait également le choix de bloquer les rémunérations des agents de la Fonction Publique.

**Les politiques d'extrême droite sont les ennemies de l'Etat de droit, de la solidarité et des services publics
Ne pas se tromper de colère !**



ENGAGÉ-ES CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE !

La FSU avec l'ensemble de ses syndicats appelle les agent-es, actives, actifs et retraité-es à amplifier la mobilisation et à rejoindre les luttes dans tous les territoires.



Dans une période de tensions politiques, économiques, sociétales tant nationales qu'internationales, il est plus que jamais essentiel que les syndicats fassent entendre les revendications des agent-es. Obtenir les moyens de bien s'occuper de nos jeunes et des citoyen·nes en général est un levier indispensable à une société émancipatrice, plus juste et plus respectueuse des droits et des libertés. Le délitement des services publics ordonné par des politiques ultra libérales a des répercussions évidentes sur la progression de l'extrême droite dans notre pays et dans le monde. C'est la certitude d'un recul de l'égalité, de la solidarité et du vivre ensemble comme on le constate déjà dans des villes et des pays gérés par l'ED.

Cécile Quinson

Une convention contre l'EPS

La Convention citoyenne visant à réorganiser la vie quotidienne des enfants, à bien des égards, n'est pas d'une grande originalité (1).

La distinction entre enseignements théoriques et pratiques et ses conséquences quant à leur organisation, vise essentiellement à "dissoudre" l'obligatoire et installe l'optionnel et le partenarial au nom des besoins fondamentaux des enfants.

JOP 2024

La préparation puis ledit « Héritage » des JOP 2024, ont été l'opportunité, pour E. Macron et ses multiples ministres de l'EN et des Sports, de tenter d'installer des actions pédagogiques, telles que le 2S2C (2020) sans lendemain, puis les 30 mn d'APQ (Activité physique Quotidienne) dans le primaire (2022), laborieux, enfin les 2 h de sport en collège (2022), (abandonnées depuis). Autant de prétextes laborieusement élaborés pour contourner l'EPS à l'école : 4 h pour tous et toutes, durant toute la scolarité, sont un épouvantail.

UN PASSÉ PAREILLEMENT OBSTINÉ

L'entêtement à vouloir maintenir un parallélisme d'existence entre une EPS, héritière d'une gymnastique ou éducation physique, naturelle, méthodique... et un courant sportif initialement inspiré par des enseignant-es d'EPS puis par le mouvement sportif pensant l'école comme son réservoir perdure. En 1975, la loi Mazeaud proposait une EP de base à l'école et une initiation sportive en club ; cette option prolongeait des décisions de 1972 qui avaient tenté de mettre en place des CAS (2). Ces structures dissimulaient l'abandon des 5 heures d'EPS pour tous et toutes (1971) en installant les 3 heures collèges et 2 heures lycées que nous connaissons actuellement. Pensons que les propositions de la Convention citoyenne, trouvent dans cette histoire une vraie parentalité d'idées qui peuvent se redécouvrir au gré des politiques de saccage budgétaire.

Ces 50 dernières années ont vu s'installer des politiques publiques visant à ce qu'elles ne produisent pas les services attendus par les citoyen-nes, creusant les inégalités sociales et l'échec scolaire. Elles ne sont en rien aveugles et visent à limiter le développement de la culture des élèves.



“L'EPS est et doit rester une discipline scolaire obligatoire à part entière, sur la base de l'étude et la pratique des APSA ! (3). Sans oublier les 3h forfaitaires de l'association sportive qui rassemblent chaque semaine plus d'un million d'élèves.”

La lutte pour la place de l'EPS à l'école, en sus de sa composante politique, budgétaire, financière, est aussi idéologique : oui, l'EPS est « sportive » pour la réussite de tous et toutes.

“4 h pour tous et toutes, durant toute la scolarité, sont un épouvantail.”

En fait, ces initiatives renient deux idées essentielles qui sont notre cœur professionnel : l'EPS a des savoirs spécifiques, qui sont les techniques sportives et ces savoirs appellent des qualifications correspondantes, nécessaires à la formation de tous les élèves. L'EPS est une discipline constituée par l'expérience commune de la profession, s'appuyant sur la connaissance sportive et sur les exigences scolaires portées par les programmes. Cela est un débat que ne connaissent pas les autres disciplines qui ont une matrice universitaire solidement établie, évitant ainsi la disjonction : l'éducation motrice pour l'EPS et aux clubs sportifs la culture sportive.

1) Une grande partie des questions traitées par la Convention est largement développée dans le livre coordonné par S. Bonnery, *Temps de l'enfant, rythmes scolaires : vraies questions et faux débats*, Éditions de la Fondation Gabriel-Péri, 2025, 246 p.

(2) Centres d'Animation Sportive qui ont avorté sous nos pressions.

(3) Activités Physiques Sportives et artistiques.

Retour sur les 2 journées du colloque animé par Caroline Chev  (FSU) et Charlotte Vanb sien (CGT)

La « d diabolisation » des idées d'extrême droite pourrait laisser croire à une atténuation de ses projets pour l' cole. Les conceptions élitistes, la préférence nationale, le racisme et le mépris du service public et de ses fonctionnaires, le roman national, les idées réactionnaires contre l'éducation sexuelle, l'antiféminisme restent pourtant la matrice de leur projet éducatif. Le colloque organisé par la FSU, la CGT et leurs instituts d'histoire sociale et de recherches avait pour objectif de mieux comprendre les idéologies éducatives de l'extrême droite et de construire la bataille commune pour défendre une  cole démocratique, égalitaire et émancipatrice.



Laurence de Cock, historienne, rappelle que l'émancipation, c'est aussi prendre le risque que les élèves ne pensent pas comme nous. **Patrick Boucheron**, Historien au collège de France, pense qu'il y a un moment où le doute doit être dénoncé et dépassé. S'ils attaquent l' cole et le service public c'est qu'ils les craignent. Le fascisme s'impose dans le combat de rue comme actuellement aux US, mais est déjà aussi présent en Europe (active club). L'ED, c'est la passion de l'inégalité et la haine de l'égalitarisme. Elle se traduit par, une remise en cause de la liberté pédagogique, l'exclusion des élèves, les groupes de niveaux, qui trouvent des échos dans la profession. L'ED cible les enseignant-es comme potentiel de développement de ses idées.

EXTRÊME DROITE ET ÉCOLE

Pour **Sigrid Gerardin** du SNUEP-FSU, c'est d'autant plus dangereux dans les lycées professionnels où, préférence nationale, jeunes sans papiers, antiféminisme et division sexuée des filières sont déjà présents. Pour **Jérôme Beauvisage** de l'institut d'Histoire Sociale de la CGT, la prise en main de l'extrême droite n'est pas un accident mais une hégémonie graduelle qui se met en place. On assiste à une bataille idéologique mondiale qui attaque les fondements de l'École Publique : campagne contre les manuels scolaires, réécriture de l'histoire.

Instrumentalisation des savoirs, conception autoritariste de l'école, discriminations raciales, pressions réactionnaires, réalité d'une ED au pouvoir, le colloque a fait un état des lieux mais également lancé des pistes et des réflexions sur l'action syndicale qui défend un tout autre système éducatif, tourné vers l'avenir, visant l'émancipation de la jeunesse, combattant toutes les assignations liées à l'origine sociale ou géographique. La défense de ce projet, aujourd'hui et à l'avenir, est un levier central de son combat contre l'extrême droite.

[Retrouvez le dossier complet de compte-rendu du colloque sur le site de la FSU94 : fsu94.fsu.fr](#)

L'association VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), et son antenne VISA 94, collectif intersyndical récemment créée à l'initiative de la FSU, sont au service des équipes syndicales pour construire cette indispensable et urgente lutte contre l'ED, notamment par les formations de militant·es qu'elle organise et par les différents outils d'information qu'elle publie. Trois cents structures syndicales et intersyndicales de VISA sont déjà engagées dans cette voie.

Pour contacter VISA94
Visa94@proton.me



**VISA94 organise un stage le vendredi 5 juin.
Les informations vous seront transmises
par vos syndicats rapidement.**

LA FSU, ACTRICE CLEF DE LA PAIX



Engagé.es
pour
la Paix !



L'embrassement actuel du Moyen-Orient, la capture du président vénézuélien par les États-Unis, la crise économique et énergétique à Cuba et la poursuite de la guerre en Ukraine atteignant près de 600 000 morts, sont autant d'événements géopolitiques qui semblent témoigner d'un nouveau « désordre mondial » dans lequel la loi du plus fort, qu'il soit américain, russe ou chinois, s'impose au reste du monde.

Ayant confié aux États-Unis de grandes parts de leur souveraineté militaire depuis la guerre froide, les Européens ne semblent que faiblement peser sur l'échiquier mondial. Et que dire du droit international qui s'est patiemment construit depuis le XIX^e siècle et dont l'influence réelle semble être balayée par Donald Trump d'un simple revers de main ?

A ce constat de toute-puissance de certains et d'impuissance des Européens et du droit international, on pourrait cependant opposer plusieurs éléments d'analyse. D'abord, l'opposition existe, qu'elle soit interne aux grandes puissances et en particulier aux États-Unis, ou qu'elle soit externe. Aux États-Unis, la politique trumpiste a été pourfendue par le plus grand syndicat d'employés fédéraux (AFGE), employés fédéraux qui ont dû faire face à des licenciements massifs. En Espagne, le premier ministre n'a pas hésité à résumer le positionnement de son pays en quatre mots « non à la guerre ». Ensuite, le droit international résiste. C'est ainsi que Pedro Sanchez a motivé son refus par le respect du droit international, droit que les États-Unis eux-mêmes avaient participé à institutionnaliser en 1919.

C'est aussi au nom du droit international et de la paix que la FSU est pleinement solidaire des peuples ukrainiens, palestiniens et iraniens : en tant que membre central de la société civile, notre syndicat a un rôle à jouer pour faire pression sur la diplomatie française.

Notre pays, membre du Conseil de sécurité et deuxième économie d'Europe, peut et doit agir sur la scène internationale pour défendre les principes du droit international : droit à l'autodétermination des peuples, respect de la souveraineté des États et sécurité collective.

LA FSU VAL-DE-MARNE, ACTRICE DE LA LUTTE

La FSU Val-de-Marne est au cœur des luttes internationalistes par :

- son engagement auprès des sans-papiers (collectif Bouge ta préfecture, collaboration avec la Ligue des droits de l'homme)
- ses stages syndicaux : prochain stage le 19/05
- sa participation à des manifestations internationalistes : mobilisations de solidarité aux Palestiniens, Iraniens et Ukrainiens.



REJOIGNEZ-NOUS !

LES RETRAITÉ·ES SUR TOUS LES FRONTS

La SFRD est de tous les combats

TRANSPORTS



LA RETRAITE,
des droits à préserver
et à conquérir

La possibilité de se déplacer, de sortir de « chez soi » est un élément important de la lutte contre l'isolement social des personnes âgées et la gratuité des transports est une nécessité pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés financières.

La décision du conseil départemental de supprimer la carte Améthyste (gratuité des transports pour les personnes âgées non imposables et les personnes souffrant d'un handicap) a suscité colère et incompréhension.

Le dispositif mis en place, en remplacement, complexe et limité, oblige les personnes à attendre un an pour solliciter une aide de 200 € (il ne rembourse qu'un seul aller-retour par semaine). C'est pourquoi la SFRD¹ avec la FGR-FP² a interpellé le président du conseil départemental pour revendiquer la gratuité des transports réellement effectués par les retraité·es, non imposables comme cela se fait en Seine-et-Marne, en utilisant les outils informatiques d'Île-de-France Mobilités.

1-Section Fédérale des Retraités de la Fonction Publique

2-Fédération Générale des Retraités de la Fonction publique.

MUNICIPALES

A l'occasion de ce scrutin, notre section, avec la FGR-FP, a bien entendu posé la question de la place des retraité·es et personnes âgées dans la ville de demain parce que lutter contre la précarité, l'isolement social, se soigner relèvent souvent des services publics de proximité. Aujourd'hui, les retraité·es connaissent de multiples difficultés dans leur vie quotidienne : transports, accès aux soins, accès au logement, déplacement dans les villes...

Nous avons formulé des propositions dans plusieurs domaines qui sont de la compétence des autorités locales :

- Favoriser les déplacements avec, là où ils n'existent pas, des transports intramuros ou intercommunaux ou des services « à la demande » pour se rendre à des rendez-vous médicaux
- Faire connaître les différents dispositifs de services existants en matière de soins et de prévention
- Favoriser la construction de logement sociaux inclusifs et adaptables.

Conscients que des ressources seront indispensables, nous indiquons que nous serons aux côtés des élu·es pour revendiquer plus de moyens financiers aux communes et refuser les transferts de charges.

SANTÉ : MOBILISATION LE 2 AVRIL

La volonté affichée de décentraliser les Agences régionales de santé (ARS), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce la stratégie de désengagement de la Sécurité sociale et accentuera les fractures et inégalités territoriales. Dans la prise en charge de la perte d'autonomie, conséquence du vieillissement de la population, cette politique ouvre encore plus la porte au secteur marchand et au risque d'abandon d'une partie de la population.

La difficulté voire l'impossibilité d'accéder aux services de santé par le double mécanisme de la désertification médicale et de l'augmentation des restes à charges, touchent plus particulièrement la population précaire et les retraité·es.

Aussi, 6 organisations de retraité·es (CGT, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires) ont décidé d'une semaine d'action sur la santé, du 30 mars au 4 avril, avec un rassemblement le jeudi 2 avril, de 12h30 à 14h, devant le Ministère de la Santé et de l'autonomie.

Stage « syndicalisme et situation internationale »

Comment la FSU s'implique-t-elle au-delà de nos frontières auprès des organisations syndicales européennes et internationales ? Quelles luttes peut-on mener ensemble à l'heure où des dérives extrémistes ne cessent de se multiplier ?

Etat des lieux par Benoit Teste du secteur international de la FSU

Intervention de Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales

Quelles résistances contre l'extrême droite en Europe et dans le monde ?

Mardi 19 mai 2026 de 9h à 16h30



Maison des syndicats

11,13 rue des Archives 94000 Créteil
Métro Créteil Préfecture

Lien d'inscription:

<https://framaforms.org/syndicalisme-et-situation-internationale-1773758386>

